



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



Direction générale du Budget



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

Quatrième trimestre 2021

Mars 2022

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un peuple - Un but - Une foi



SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

Quatrième trimestre 2021

SOMMAIRE

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU QUATRIEME TRIMESTRE 2021	4
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL	6
I.1 LES RESSOURCES INTERNES	6
I.2 LES RESSOURCES EXTERNES	7
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	9
II.1 Les modifications de crédits de paiement	9
II.2 L'exécution des dépenses	9
II.2.1 Exécution des dépenses Ordinaires	11
1. Charges financières de la dette	11
2. Dépenses de personnel	11
3. Autres dépenses ordinaires	12
II.2.2 Dépenses en capital	15
1. Dépenses en capital financées sur ressources internes	16
1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	16
1.2 Les dépenses transferts en capital	17
2. Dépenses en capital financées sur ressources externes	19
III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)	21
IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DU SECTEUR PARAPUBLIC	22
4. Situation des budgets prévisionnels	22
5. Situation d'exécution budgétaire	23
6. Situation de la dette	24
ANNEXES	25

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU QUATRIEME TRIMESTRE 2021

Le présent rapport est préparé en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Il présente la situation d'exécution du budget de l'Etat du Sénégal à la fin du quatrième trimestre 2021, au regard des prévisions de la deuxième loi de finances rectificative pour l'année 2021 (LFR2 2021).

Le tableau ci-dessous récapitule l'exécution des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat, conformément à la présentation générale des ressources et des charges de la LFR2 2021 et au Tableau des Opérations financière de l'Etat du quatrième trimestre 2021. Les dépenses exécutées sont enregistrées sur la base des prises en charge comptables.

Les ressources du budget général mobilisées au 31 décembre 2021 s'élèvent à **2968,92 milliards FCFA**, soit un **taux d'exécution de 95,5% des prévisions de la LFR2 2021**.

Les dépenses du budget général sont réalisées (base prises en charges) à hauteur de **3943,69 milliards FCFA** représentant **90,6% des crédits ouverts au 31 décembre 2021**.

Présentation générale de l'exécution des recettes et des dépenses du budget général à la fin du quatrième trimestre 2021

Rubriques	Objectifs recettes Crédits ouverts (1)	Exéc. (2)	Taux d'exéc. (2/1)
BUDGET GENERAL			
RECETTES			
<i>Recettes fiscales</i>	2691,40	2583,57	96,0%
<i>Recettes non fiscales</i>	121,50	254,73	209,7%
Recettes exceptionnelles	60,00		0,0%
Total recettes internes	2872,90	2838,30	98,8%
Dons budgétaires	13,00	17,10	131,6%
Dons en capital	223,00	113,52	50,9%
Total recettes externes	236,00	130,62	55,3%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3108,90	2968,92	95,5%
DEPENSES			
Charges financières la dette publique	309,00	306,53	99,2%
Dépenses de personnel	905,19	898,68	99,3%
Dépenses d'acquisitions de biens et services	583,88	429,87	73,6%
Dépenses de Transfert courant	868,21	867,44	99,9%
Total dépenses ordinaires	2666,27	2502,51	93,9%
Dépenses en capital sur ressources internes	912,24	811,34	88,9%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	162,47	131,58	81,0%
Dépenses de transferts en capital	749,77	679,76	90,7%
Dépenses en capital sur ressources externes	774,00	629,84	81,4%
Total dépenses en capital	1686,24	1441,18	85,5%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	4352,51	3943,69	90,6%

1. Les ressources du budget général sont mobilisées, au 31 décembre 2021, à hauteur de 95,5% par rapport à l'objectif annuel de 3108,9 milliards FCFA fixé par la LFR2 2021. Comparée à la même période en 2020, ces ressources ont enregistré une hausse de 126,18 milliards FCFA en valeur absolue, soit 4,4% en valeur relative. Cette hausse est imputable aux ressources internes qui ont sensiblement augmenté (+320,08 milliards FCFA) grâce aux performances réalisées sur le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales qui ont accru respectivement de 215,36 milliards FCFA (+12%) et 104,72 milliards FCFA (+69,8%). Par contre, les ressources extérieures ont enregistré une importante baisse de 193,90 milliards FCFA (-59,7%), imputable aussi bien aux dons courants qu'aux dons en capital qui ont diminué respectivement de 177,61 milliards FCFA et 16,29 milliards FCFA par rapport à l'année précédente.

2. Les dépenses exécutées du budget général s'élèvent à 3943,69 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 90,6% des crédits ouverts pour un montant de 4352,51 milliards FCFA au 31 décembre 2021. Ce taux appréciable est dû à une bonne exécution de toutes les catégories de dépenses à l'exception des dépenses d'acquisitions de biens et services qui affichent un taux d'exécution respectifs relativement insuffisants de 73,6%.

L'exécution des dépenses du budget général est répartie par catégorie de dépenses ainsi qu'il suit :

- charges financières la dette publique : **306,53 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 99,2%**;
- dépenses de personnel : **898,68 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 99,3%** ;
- dépenses d'acquisitions de biens et services : **429,87 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 73,6%** ;
- dépenses de Transferts courants : **867,44 milliards, FCFA, soit un taux d'exécution de 99,9%** ;
- dépenses d'investissement exécutées par l'Etat : **131,58 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,0%** ;
- dépenses de transferts en capital : **679,76 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 90,7%** ;
- dépenses en capital sur ressources externes : **629,84 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,4%**.

3. Le Fonds national de retraite :

- en ressources, a mobilisé **133,32 milliards FCFA** au titre de cotisations sociales, soit 119,3% des prévisions annuelles de **111,75 milliards FCFA** ;
- en dépenses, a exécuté des allocations de pensions pour un montant de **106,54 milliards FCFA**, soit 95,3% des prévisions annuelles.

A la date du 31 décembre 2021, le fonds dégage ainsi un solde positif de **26,788 milliards FCFA**, contre **18,204 milliards FCFA** à la même date en 2020, soit une nette amélioration de **8,584 milliards FCFA**.

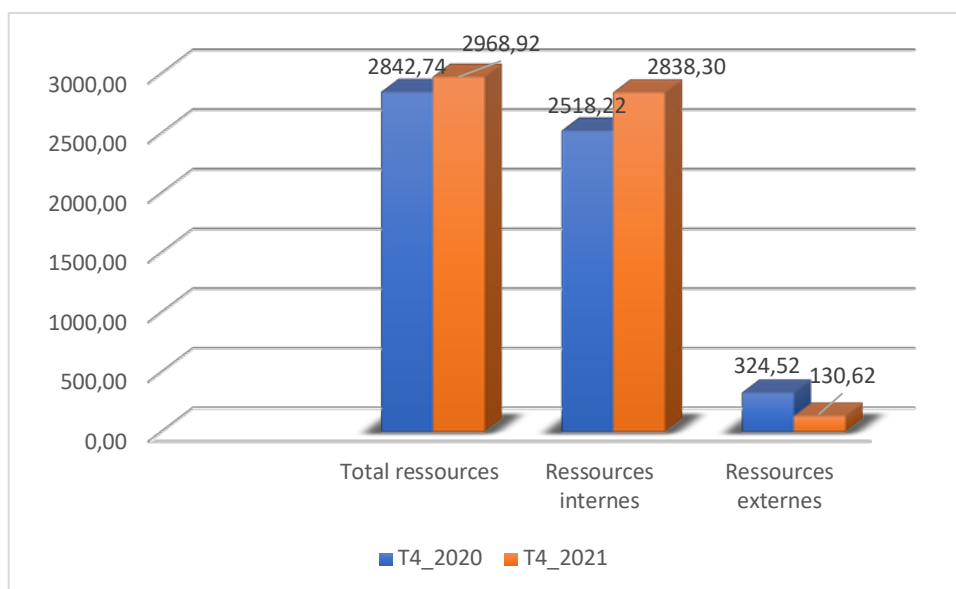
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources mobilisées du budget général s'élèvent, au 31 décembre 2021, à 2968,92 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 95,5% par rapport à l'objectif annuel de 3108,9 milliards FCFA fixé par la deuxième loi de finances rectificative pour l'année 2021 (LFR2 2021).

Par rapport à la même période en 2020 (2842,74 milliards FCFA), la mobilisation de ces ressources a enregistré une hausse de 99,82 milliards FCFA en valeur absolue, soit 3,5% en valeur relative. Cette hausse est expliquée par les ressources internes qui ont sensiblement augmenté (+320,08 milliards FCFA) par rapport à l'année précédente.

Les ressources du budget général mobilisées jusqu'à fin décembre 2021 sont essentiellement composées de ressources internes (recettes fiscales et recettes non fiscales) pour 96% et de ressources externes (dons courants et dons en capital) pour une part de 4%.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel au quatrième trimestre 2021



I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la date du 31 décembre 2021, les ressources internes du budget général sont recouvrées à hauteur de 2838,30 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 99% par rapport à l'objectif annuel de la LFR2 2021 (2872,9 milliards FCFA).

La performance réalisée à fin décembre 2021 est expliquée par le recouvrement des recettes non fiscales pour 209,7% de l'objectif annuel de 121,5 milliards FCFA.

Les ressources internes sont constituées de recettes fiscales pour un montant de 2853,57 milliards de FCFA et de recettes non fiscales pour 254,73 milliards FCFA.

Comparé à la même période de l'année 2020, les ressources internes ont évolué en hausse de 320,08 milliards FCFA (+12%). La hausse est expliquée principalement par les performances enregistrées sur le recouvrement des recettes fiscales qui ont accru de 215,36 milliards FCFA (+9%) avec, notamment :

- l'impôt sur le revenu qui a augmenté de 54,28 milliards FCFA grâce aux impôts sur les personnes physiques (+69,78 milliards FCFA) et sur les salaires et la main d'œuvre (+25,07 milliards FCFA) ;
- l'impôt sur les biens et services qui a évolué en hausse de 61,98 milliards FCFA grâce à l'impôt sur la valeur ajoutée (+114,81 milliards FCFA) ;
- les droits de douane et autres droits à l'importation qui se sont améliorés de 47,37 milliards FCFA.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont enregistré aussi une forte hausse de 105,51 milliards imputable aux dividendes (+80,30 milliards FCFA) et loyers (+25,90 milliards FCFA).

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du quatrième trimestre 2021

Natures des recettes	Recouvrement T4_2020	LFR2 2021	objectif T4_2021	Recouvrement T4_2021	Taux d'exécution T4_2021		Evolution T4 2021/T4 2020	
					Trim.	Annuel	En valeur	En %
Recettes fiscales	2368,20	2691,4	2691,4	2583,57	96,0%	96,0%	215,36	9,1%
Recettes non fiscales	150,01	121,5	121,5	254,73	209,7%	209,7%	104,72	69,8%
Recettes exceptionnelles		60,0	60,0			0,0%	0,00	
Total Recettes	2518,22	2872,9	2872,90	2838,30	98,8%	98,8%	320,08	12,7%

Source : DEES/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Les ressources externes mobilisées s'élèvent, à la date du 31 décembre 2021, à un montant de 130,62 milliards FCFA constitués essentiellement de dons en capital pour 113,52 milliards FCFA destinés à financer des projets d'investissement. Les dons courants qui sont destinés au financement de dépenses courantes sont mobilisés à hauteur de 17,10 milliards FCFA à la fin du quatrième trimestre 2021 sur une prévision annuelle de 13 milliards fixée par la LFR2 2021.

Comparées à la même période de l'année précédent, les ressources extérieures ont évolué à la baisse de 193,90 milliards FCFA (-59,7%), imputable aux dons courants qui ont sensiblement diminué de 177,61 milliards FCFA par rapport à l'année précédente. Les dons en capital ont aussi, dans une moindre mesure, progressé en baisse de 16,29 milliards FCFA.

L'essentiel des dons en capital (92%) enregistrés à la date du 31 décembre 2021 proviennent respectivement de l'USAID (38%), la GIZ (22%), l'AFD (13%), la KFW (10%), la Banque mondiale (5%), la BAD (2%) et le Japon (2%). La liste complète des partenaires techniques et financiers qui ont octroyé des dons en capital au cours de l'année 2021.

Tableau 2 : Situation des dons reçus à la fin du quatrième trimestre 2021

Natures des dons	T4 2020	LFR2 2021	T4 2021	Taux d'exéc.	Evolution T4 2021/T4 2020	
					En valeur	
Dons courants en milliards FCFA	194,71	13,00	17,10	132%	-177,61	-91,2%
Dons en capital en milliards FCFA	129,81	223,00	113,52	51%	-16,29	-12,6%
Total ressources externes en milliards FCFA	324,52	236,00	130,62	55%	-193,90	-59,7%

Source : DODP/DGB/MFB et DESS/DGCPT/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 Les modifications de crédits de paiement

En sus des reports réalisés en début d'année sur les dépenses en capital financées sur ressources internes (38,20 milliards FCFA), les crédits de paiement (CP) ouverts par la LFR2 2021 sont modifiés pour un montant net de 229,27 milliards FCFA ainsi qu'il suit :

- acquisitions de biens et services en hausse de 204,24 milliards FCFA ;
- transferts courant en baisse de 31,91 milliards FCFA ;
- investissements exécutés par l'Etat en baisse de 246,81 millions FCFA ;
- transferts en capital en hausse de 57,37 milliards FCFA.

Au cours du quatrième trimestre 2021, les crédits ouverts par la LFR2 2021 au titre de dépenses imprévues de fonctionnement (481,21 millions FCFA) ont fait objet de réallocation pour un montant de 498,50 millions FCFA, soit un disponible de 2,70 millions FCFA à la date du 31 décembre 2021. Quant aux crédits ouverts au titre des dépenses d'investissement (742,66 millions FCFA), ils sont réalloués pour un montant de 716,82 millions FCFA, soit un disponible de 25,84 millions FCFA à fin décembre 2021.

La répartition des crédits ouverts par catégorie de dépenses se présente comme suit.

Tableau 3 : Répartition des crédits par catégorie de dépenses à la fin du quatrième trimestre de 2021 (en milliards FCFA)

Catégories de dépenses	Crédits ouverts
Charges financières de la dette	309,00
Dépenses de personnel	905,19
Dépenses d'acquisitions de biens et services	583,88
Dépenses de Transfert courant	868,21
Dépenses en capital sur ressources internes	912,24
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	162,47
Dépenses de transferts en capital	749,77
Dépenses en capital sur ressources externes	774,00
Total budget général	4352,51

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

II.2 L'exécution des dépenses

Les dépenses exécutées (base prises en charge) du budget général s'établissent à la date du 31 décembre 2021 à un montant de 3943,69 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 90,6% par rapport aux crédits ouverts à la même date.

Les dépenses exécutées sont réparties entre :

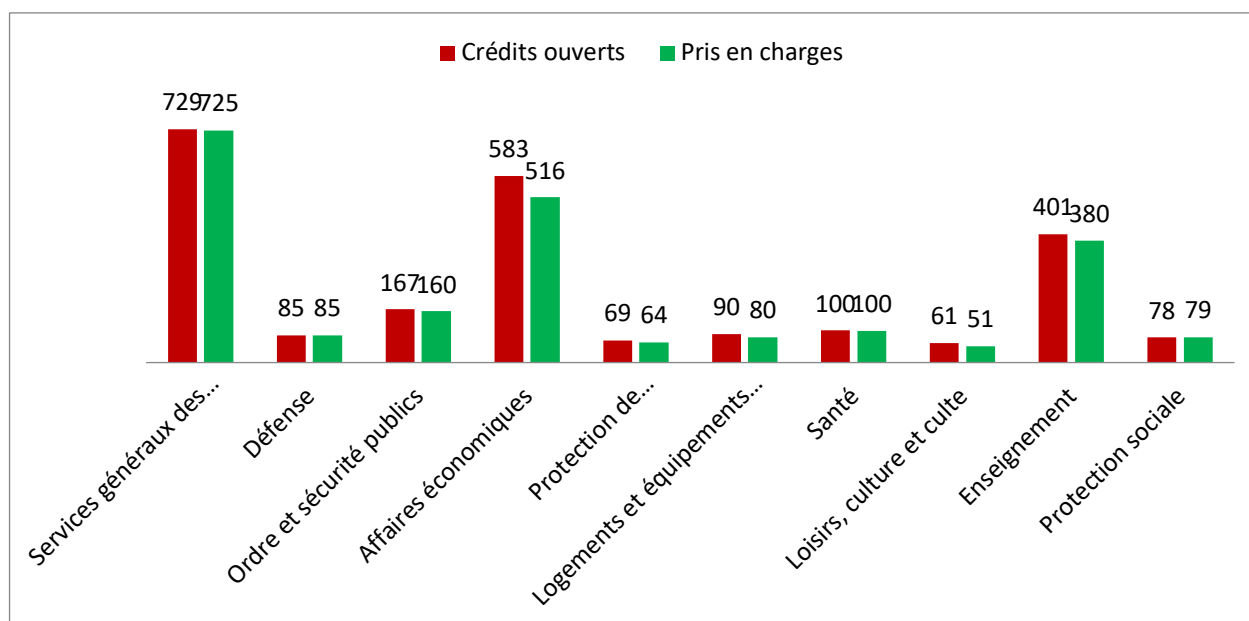
- les dépenses ordinaires exécutées pour 2502,51 milliards FCFA, soit 93,9% des crédits ouverts ;
- et les dépenses en capital pour 1441,18 milliards FCFA, soit 85,5% des crédits ouverts.

Tableau 4 : Situation d'exécution des crédits du budget général à la fin du quatrième trimestre de 2021 (en milliards FCFA)

Catégories de dépenses		eng. CP	Prises en charge. CP	Taux d'exéc. CP
Dépenses ordinaires	Total dépenses ordinaires	2455,58	2502,51	93,9%
	Charges financières de la dette	306,53	306,53	99,2%
	Dépenses de personnel	898,68	898,68	99,3%
	Dépenses d'acquisition de biens et services	383,43	429,87	73,6%
	Dépenses de transferts courants	866,94	867,44	99,9%
Dépenses en capital	Total dépenses en capital	1452,70	1441,18	85,5%
	Dépenses en capital sur ressources internes	822,86	811,34	88,9%
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	143,65	131,58	81,0%
	Dépenses de transferts en capital	679,21	679,76	90,7%
	Dépenses en capital sur ressources externes	629,84	629,84	81,4%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL		3908,28	3943,69	90,6%

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

La situation d'exécution des dépenses financées sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) selon l'objet socio-économique de la dépense se présente comme suit :

Figure 2 : Exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartie par fonction à la fin du quatrième trimestre 2021

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

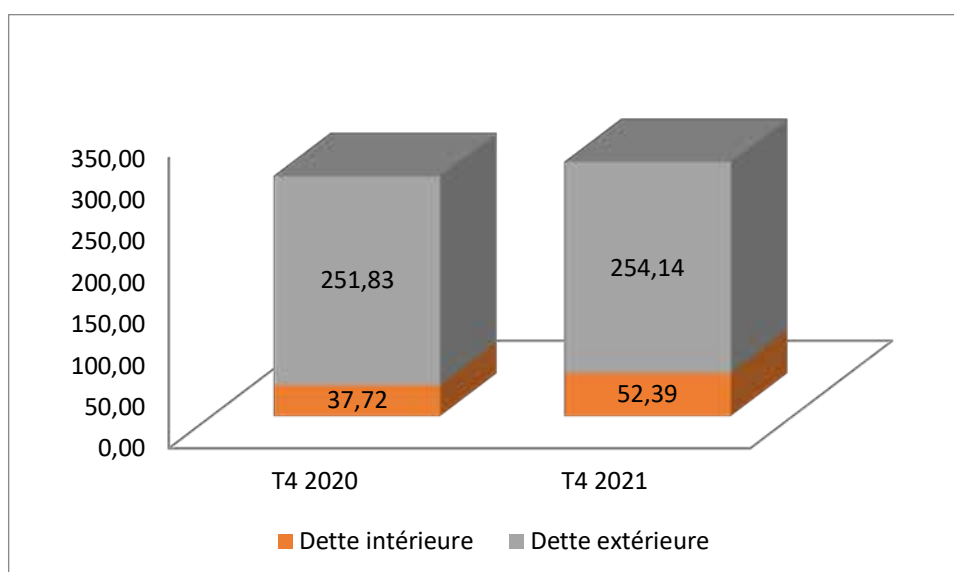
II.2.1 Exécution des dépenses Ordinaires

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette exécutées à la fin du quatrième trimestre 2021 s'élèvent provisoirement à 306,53 milliards FCFA, soit un taux de d'exécution de 92,2% par rapport aux prévisions de la LFR2 (309,0) milliards FCFA).

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont évolué en hausse de 6% (+17,38 milliards FCFA). Cette hausse est expliquée par les charges de la dette intérieure qui ont augmenté de 39% (+14,67 milliards FCFA). Cependant, les charges de la dette extérieure qui constituent la part la plus importante de cette catégorie de dépenses (83%) ont légèrement évolué en hausse 1% (+ 2,31 milliards FCFA).

Figure 3 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du quatrième trimestre 2021



Source : DDP/DGCPTB/MFB

2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel exécutées (base ordonnancement) au 31 décembre 2021 s'élèvent à hauteur de **898,68 milliards FCFA**, soit 99,3% des crédits ouverts.

Comparées au quatrième trimestre de 2020, les dépenses de personnel ont augmenté de **81,36 milliards FCFA**, soit 10,0% en valeur relative.

Cette hausse s'explique, notamment par :

(i) l'augmentation de l'effectif de la fonction publique de **8378 agents** pour se situer à **160 643 agents** à fin septembre 2021 après **152 265 agents** au quatrième trimestre 2020) ;

(ii) l'application des décrets :

- fixant une indemnité forfaitaire globale accordés à certains agents de l'Etat pour prendre en charge les frais de gestion des véhicules administratifs (carburant, d'entretien, de réparation, d'amortissement et d'assurance) qui leur sont affectés ;
- élargissant l'indemnité de représentation médicale aux médecins vétérinaires civils ;
- élargissant l'indemnité forfaitaire de téléphone aux magistrats de la Cour des comptes ;

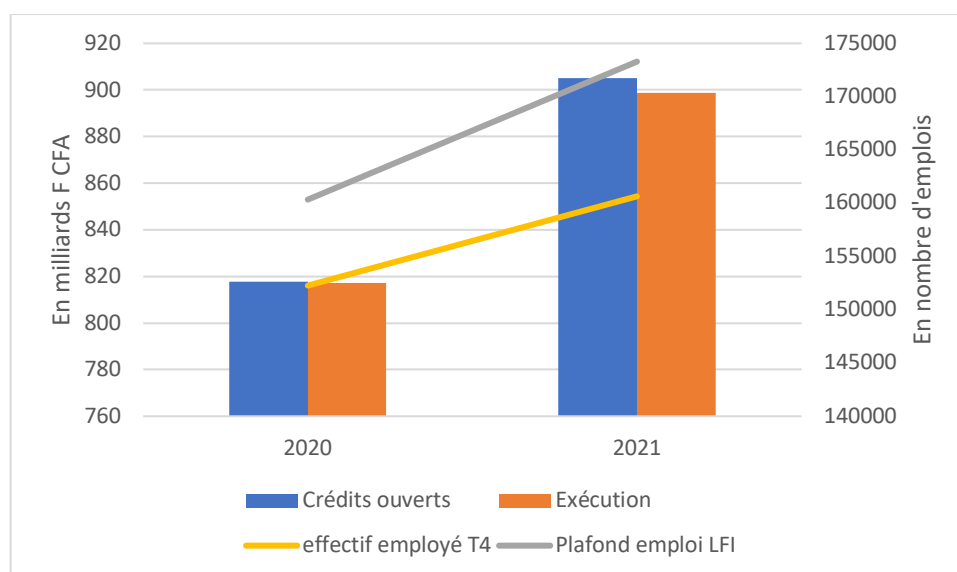
(iii) la poursuite de la mise en œuvre des engagements de l'Etat auprès des organisations syndicales, notamment ceux regroupées au sein du G7 au titre des accords du 30 avril 2018.

Les dépenses de personnel sont exécutées principalement dans les secteurs de :

- l'éducation et de la formation pour 58,3% ;
- la défense et de la sécurité pour 22% ;
- la santé pour 5,5%

L'effectif total employé à fin septembre 2021 (159 111 agents) représente 92% du plafond annuel de 173 288 autorisé par la LFR1 2021.

Figure 4 : Evolution de la masse salariale et des effectifs au quatrième trimestre 2021



Source : DS/DGB/MFB

3. Autres dépenses ordinaires

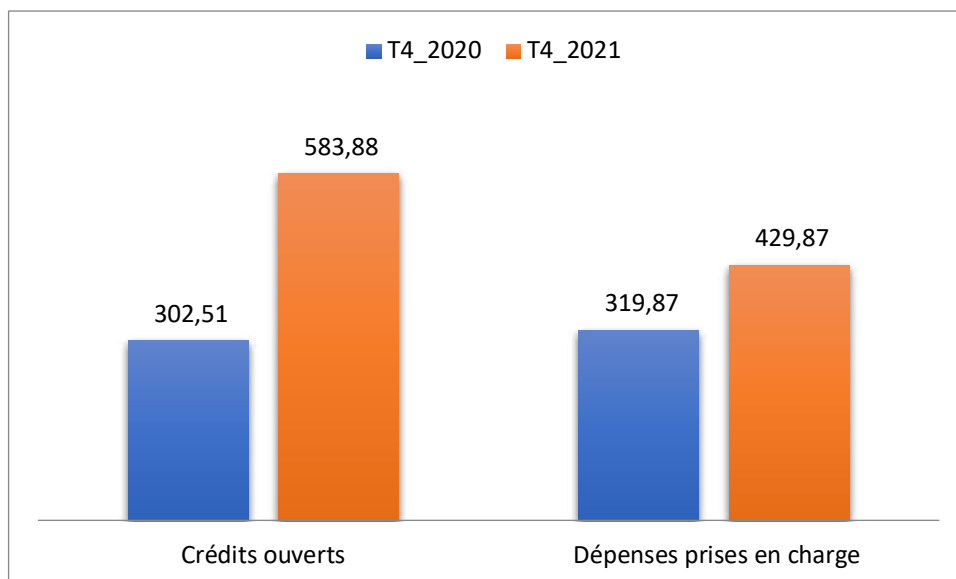
Les autres dépenses ordinaires comprennent :

- les dépenses d'acquisitions de biens et services destinées au fonctionnement des services des ministères et des institutions ;
- les dépenses de transferts courants au profit d'entités externes au budget général de l'Etat ainsi que de certaines catégories socio-professionnelles de la population.

3.1 Les dépenses d'acquisition de biens et services

Au 31 décembre 2021, les dépenses d'acquisitions de biens et de services sont exécutées (ordonnancées) à hauteur de **429,87 milliards FCFA**, soit **73,6% des crédits ouverts d'un montant de 583,88 milliards FCFA** contre 106,68% (324,48 milliards sur 302,51 milliards FCFA) un an auparavant.

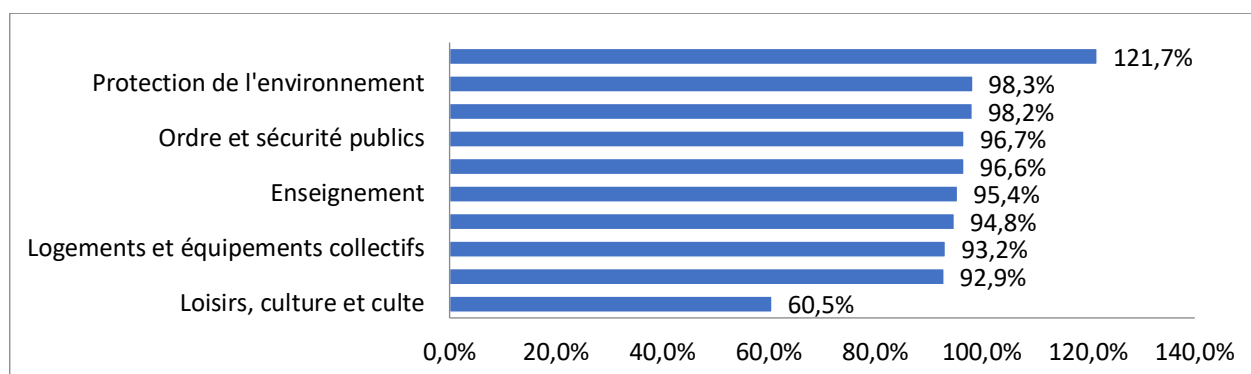
Figure 5 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses d'acquisition de biens et de services à la fin du troisième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Par destination socio-économique, le niveau d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services se présente comme suit :

Figure 6 : Taux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services selon l'objet de la dépense à la fin du quatrième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

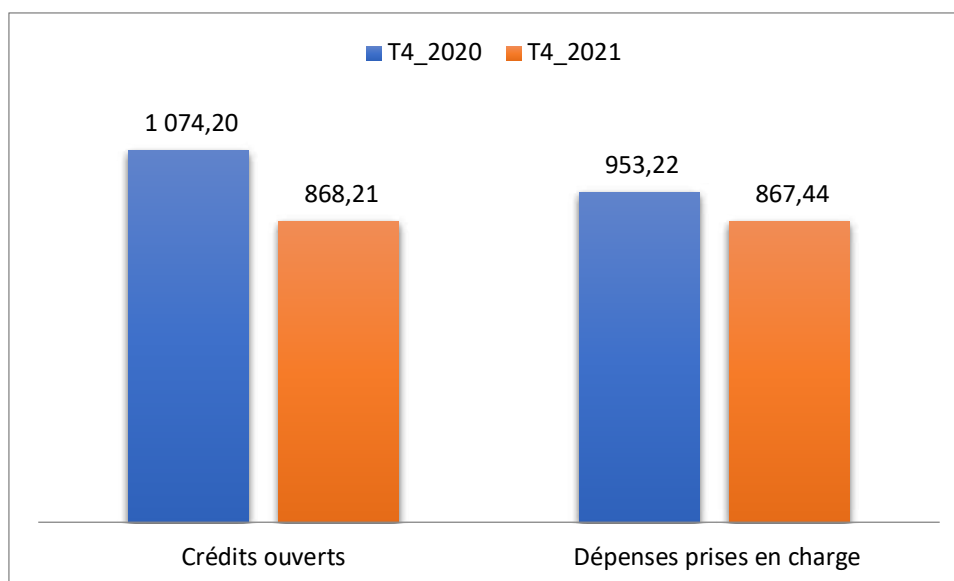
Le taux d'exécution affiché au quatrième trimestre est essentiellement porté par les secteurs :

- des services généraux des administrations publiques à travers la dotation « Charges non réparties » qui affiche un taux d'exécution de 122% des crédits ouverts, en raison des impôts et taxes payés dans le cadre des investissements réalisés sur ressources extérieures ;
- de la défense, de l'ordre et la sécurité publique, avec les programmes « Défense du territoire national », « Sûreté publique et maintien de l'ordre » et « Sécurité civile » qui ont entièrement exécuté leurs crédits. Les niveaux d'exécution des crédits des programmes « Administration pénitentiaire » et « Sécurité publique » sont aussi satisfaisants avec des taux d'exécution respectifs de 95% et 92% ;
- de l'enseignement, à travers les programmes « Pilotage ministériel, gestion et coordination administrative », et « Développement des offres de formation professionnelle et technique » « Enseignement élémentaire » avec des taux d'exécution respectifs de 99%, 100% et 96%, en liaison avec les paiements aux professeurs et maîtres contractuels ;
- la santé, au niveau duquel le programme « Pilotage, Coordination et Gestion administrative » a enregistré un taux d'exécution de 97 % principalement expliqué par le paiement des salaires des contractuels de la santé et de l'action sociale.

3.2 Les dépenses de transferts courants

Les transferts courants exécutés (pris en charges) au 31 décembre 2021 s'élèvent à 967,44 milliards FCFA, soit 96,9% des crédits ouverts, contre 953,22 milliards FCFA (99,8%) un an auparavant.

Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du quatrième trimestre 2021



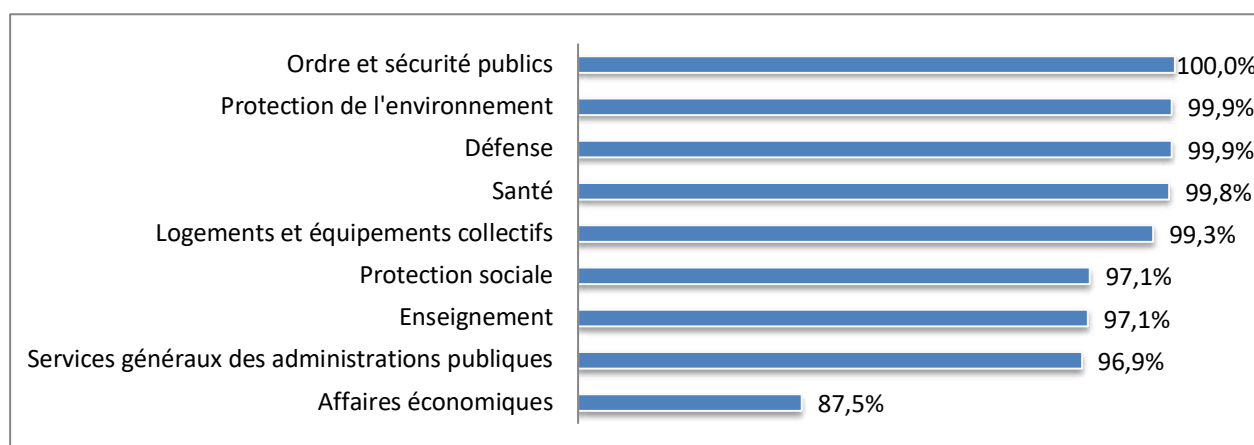
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Le niveau d'exécution des transferts courants, globalement satisfaisant (99,9%), se traduit au niveau des dotations et différents types de programmes budgétaires.

En effet, les dotations et les programmes en charges du pilotage et de la coordination au sein des ministères enregistrent globalement des taux d'exécution respectifs de 98% et 99% des crédits ouverts à fin décembre 2021. En ce qui concerne les programmes budgétaires dédiés à la mise œuvre des politiques publiques (ou programmes métiers), les crédits ouverts au titre de transferts courants sont aussi mobilisés à hauteur de 94%.

Par destination socio-économique, les niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants se présentent comme suit.

Figure 8 : Taux d'exécution des transferts courants selon l'objet de la dépense à la fin du quatrième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Hormis le secteur des affaires économiques pour lequel les transferts courants sont mobilisés à 87,5% des crédits ouverts, les niveaux d'exécution pour toutes les destinations socio-économiques se situent globalement au-dessus du taux de 97%.

Pour le secteur des affaires économiques, l'essentiel des programmes budgétaires y afférents, comme ceux de l'agriculture, des transports, de l'emploi, de l'économie maritime, de l'économie numérique, de l'électrification rurale et des énergies renouvelables, du tourisme et du commerce intérieur ont mobilisé la totalité des crédits qui ont été ouverts. Cependant, les taux d'exécution élevés réalisés au niveau de ce secteur sont atténués par les niveaux de mobilisation des crédits relativement bas des programmes budgétaires « Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustible » (70%), « Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres » (63%) et « Développement de l'artisanat » (38%).

II.2.2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital ordonnancées au 31 décembre 2021 s'élèvent à **1441,18 milliards FCFA sur des crédits ouverts de 1686,24 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 85,5%. Ces dépenses sont réparties entre :

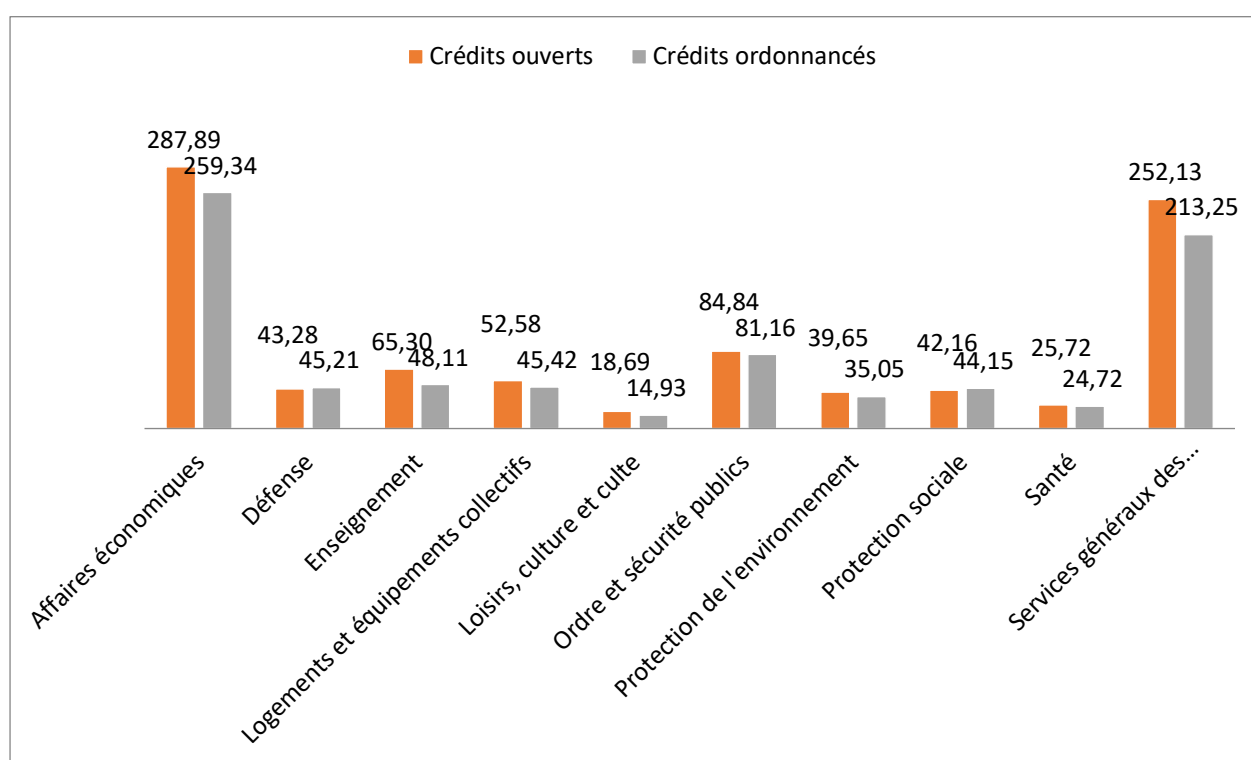
- dépenses financées sur ressources internes pour un montant de **811,34 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 88,9%** ;
- et dépenses financées sur ressources externes pour un montant de **629,84 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,6%**.

1. Dépenses en capital financées sur ressources internes

Les dépenses financées sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat et les dépenses de transferts en capital.

Selon la destination socio-économique de la dépense, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes se présentent comme suit :

Figure 9 : Exécution des dépenses en capital selon l'objet de la dépense à la fin du troisième trimestre 2021



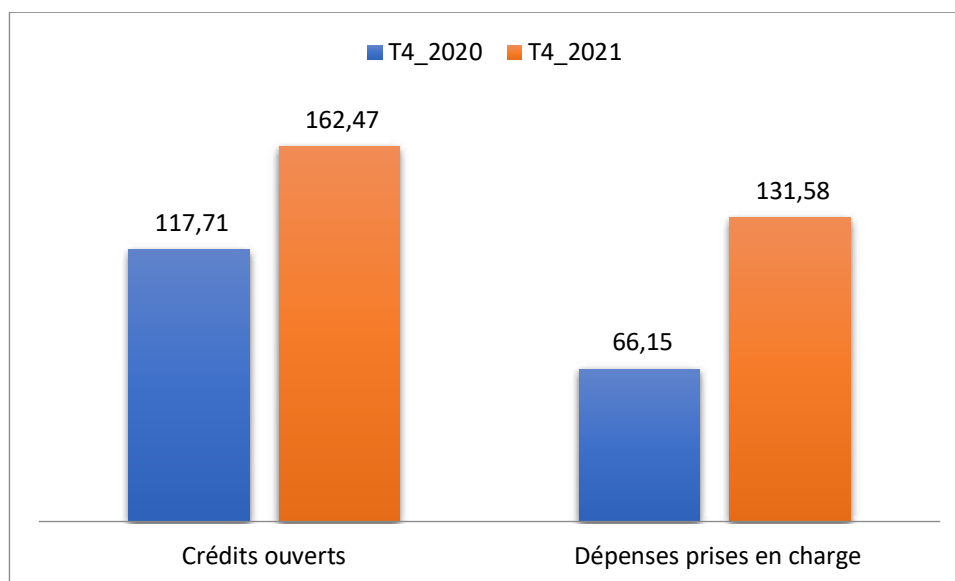
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Au 31 décembre 2021 les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat sont arrêtées à hauteur de 131,58 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,0% contre 56,2% un an auparavant.

Le montant prévu pour les dépenses d'investissement a sensiblement évolué en hausse en raison du rapatriement de certains crédits de transferts en capital vers les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat.

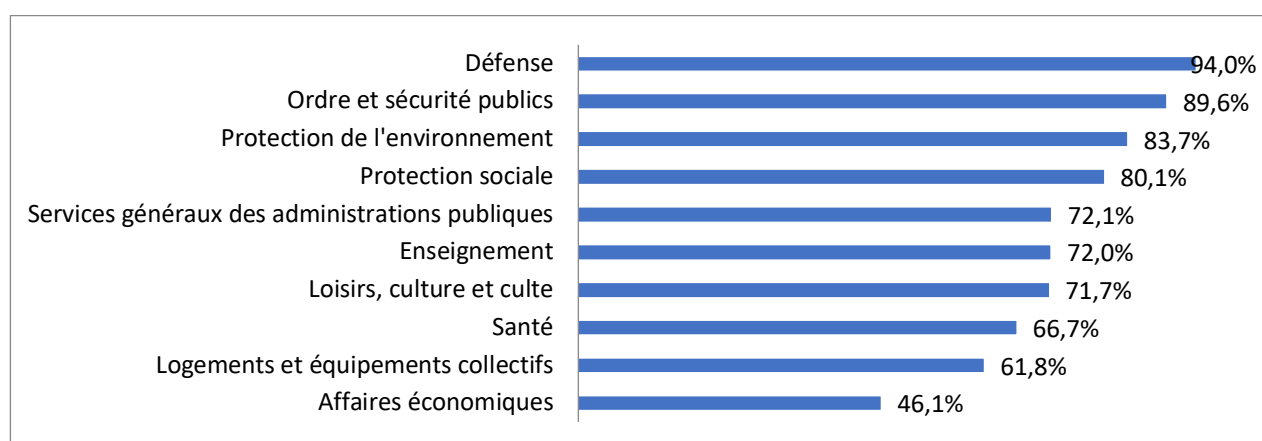
Figure 10 : Evolution de l'exécution des crédits de Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat à la fin du quatrième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Les niveaux d'exécution des dépenses d'investissement exécutés par l'Etat pour la plupart au profit des secteurs socio-économiques, affichent des taux en deçà de 80% des crédits ouverts. Ces taux restent relativement pour les secteurs de la santé (67% des crédits ouverts), des logements et équipements collectifs (62%) et des affaires économiques (46%).

Figure 11 : Taux d'exécution des dépenses d'investissement exécutés par l'Etat selon l'objet de la dépense à la fin du quatrième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

1.2 Les dépenses transferts en capital

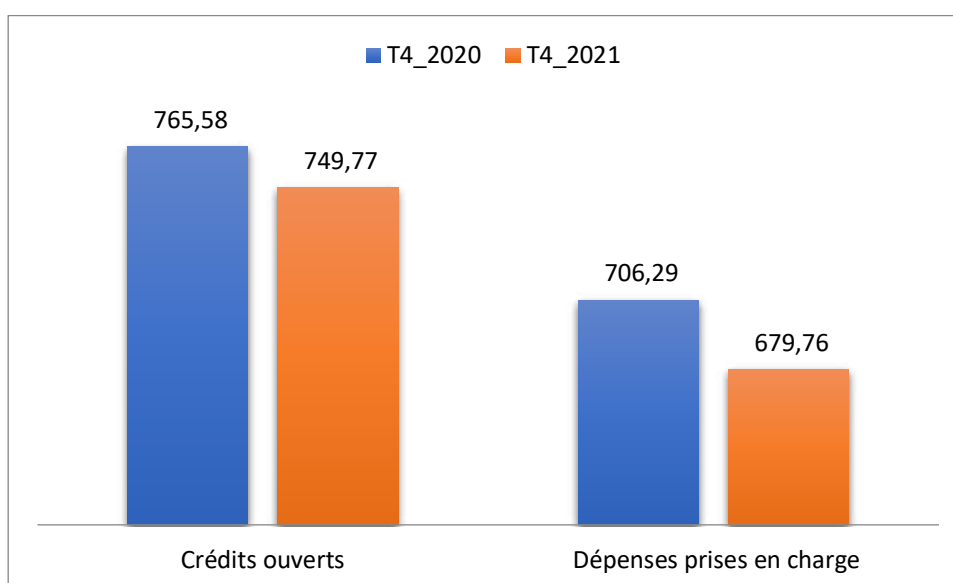
Au 31 décembre 2021, les dépenses de transferts en capital sont exécutées à hauteur de 679,76

milliards FCFA, contre 706,29 milliards FCFA un an auparavant. Le taux d'exécution affiché à la fin du quatrième trimestre de 2021 s'élève à 91% des crédits ouverts de 749,77 milliards FCFA, contre 92% à la même date de l'année précédente.

Le niveau d'exécution des transferts en capital qui est globalement satisfaisant est porté par les programmes en charge du pilotage et de la coordination des ministères et les dotations budgétaires. Ils affichent des taux d'exécution respectifs de 98% et de 96% des crédits ouverts.

Les programmes métiers qui, regroupant plus de 80% des crédits de transferts en capital, réalisent, dans une moindre mesure, un niveau d'exécution globalement satisfaisant avec un taux d'exécution de 84% des crédits ouverts.

Figure 12 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du quatrième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Selon la destination de la dépense par objet socio-économique, le niveau de mobilisation des transferts en capital est tiré par les secteurs :

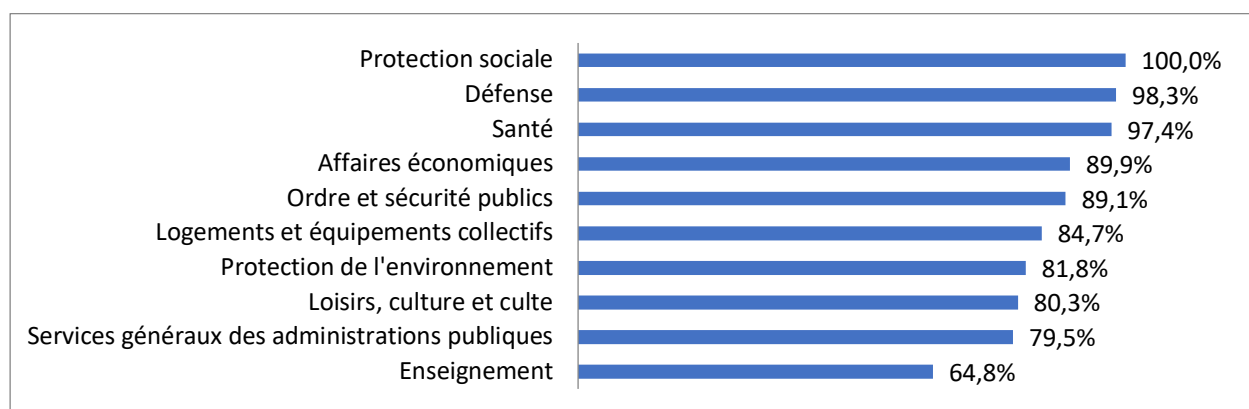
- de la **protection sociale** pour lequel la totalité des crédits d'un montant de 39,594 milliards FCFA a été mobilisé avec notamment le paiement de la bourse de sécurité familiale (36,8 milliards FCFA) ;
- de la **défense** avec un taux d'exécution de 98% à travers le programme « Défense du territoire national » qui a mobilisé l'essentiel des crédits pour l'acquisition de matériel et d'équipements militaires ;
- de la **santé** qui a bénéficié de 97% des crédits ouverts sur les transferts en capital, grâce aux programmes « Santé de base » et « Santé de référence » qui ont mobilisé respectivement 98% et 92% de leurs crédits ouverts au titre de transferts en capital. **Les crédits mobilisés par le programme « Santé de base » sont essentiellement destinés à la mise en œuvre du plan de riposte contre la covid-19. A ce titre, la totalité des crédits ouverts de 12,4 milliards FCFA est mobilisée ;**

Le niveau d'exécution du secteur des affaires économiques a enregistré une amélioration sensible entre les troisième et quatrième trimestres en passant 66% à 90% des crédits ouverts.

Il est tiré par le sous-secteur des transports qui, représentant plus de 40% du secteur, affichent un niveau d'exécution de 94% avec la mobilisation de l'intégralité des crédits pour l'essentiel des projets de constructions et de réhabilitation d'infrastructures routières.

Le niveau d'exécution du secteur de l'enseignement est relativement bas avec 65% des crédits ouverts. Il est en partie expliqué par la non-exécution des crédits ouverts au titre de transferts en capital du programme budgétaire « Développement des offres de formation professionnelle et technique ». Ces crédits étaient destinés au fonds de financement de la formation professionnelle et technique. Cependant, les autres programmes budgétaires du secteur ont dans l'ensemble réalisé un niveau d'exécution satisfaisant avec notamment le programme « Education supérieure ». Ce programme a mobilisé 97% des crédits ouverts à travers les projets « Un étudiant un ordinateur » et « Création de l'Université virtuelle du Sénégal (UVS) et de Mise en œuvre des espaces numériques ouverts (ENO) qui ont mobilisé la totalité de leurs crédits pour des montants respectifs de 9,15 milliards et 8,1 milliards FCFA.

Figure 13 : Taux d'exécution des dépenses de transferts en capital suivant les fonctions à la fin du quatrième trimestre 2021



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

2. Dépenses en capital financées sur ressources externes

Les dépenses en capital sur ressources extérieures s'élèvent, à la date du 31 décembre 2021, à 629,84 milliards FCFA, sur une prévision de 774,00 milliards, soit un taux d'exécution de 81,4%. Ces dépenses sont financées à 82% sur prêts (516,32 milliards) et 18% sur dons (113,52 milliards).

Plus de la moitié des tirages est mobilisée pour le financement des projets du secteur quaternaire. Les principaux projets bénéficiaires sont relatifs aux sous-secteurs :

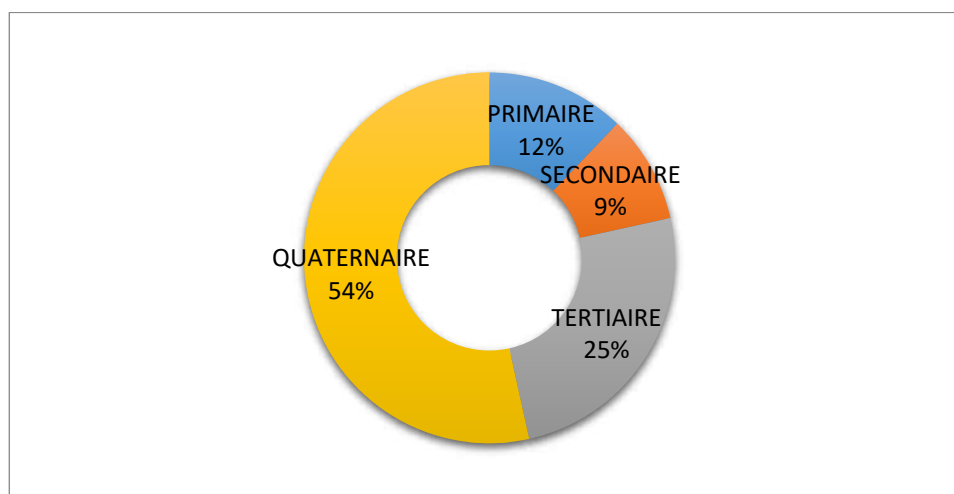
- « Habitat et Urbanisme » (50,15 milliards FCFA), pour essentiellement la mise en œuvre des programmes PACASEN et PROMOVILLES ;
- « Santé et nutrition » (73,59 milliards FCFA), dans le cadre notamment de la lutte contre le paludisme, de la riposte contre la pandémie de covid-19 et des constructions d'hôpitaux ;
- « Culture, jeunesse et sports » (54,53 milliards FCFA), avec notamment la construction du stade olympique ;
- « Education – formation » (50,82 milliards FCFA) ;
- « Développement social » (59,27 milliards FCFA).

Le secteur tertiaire représentant le quart des tirages (178,31 milliards FCFA) est dominé par les sous-secteurs des transports routiers (110,90 milliards FCFA), des transports ferroviaires (40,47 milliards FCFA).

Le secteur primaire représente 12% des tirages (86,49 milliards FCFA). Il est constitué principalement des sous-secteurs de l'agriculture (33,11 milliards FCFA) et de l'hydraulique rurale (9,32 milliards).

Le secteur secondaire, qui a le moins bénéficié des ressources extérieures des tirages (67,23 milliards FCFA), concernent essentiellement le sous-secteur de l'Energie pour la mise en œuvre des projets d'électrification rurale.

Figure 14 : Répartition des tirages par secteur à la fin du mois de décembre 2021



Source : DODP/DGB/MFB

III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)

La situation d'exécution du FNR affiche, à la fin du quatrième trimestre 2021, un solde positif de 26,788 milliards FCFA, soit une amélioration de 8,584 milliards FCFA par rapport à la même période de l'année précédente (18,204 milliards FCFA). Cette performance se justifie par :

- le renforcement du suivi des cotisations des fonctionnaires en détachement qui a permis d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes ;
- et l'augmentation du nombre de cotisants (+ 6 623 cotisants), au moment où l'effectif des allocataires a évolué en baisse (- 1393 allocataires).

Les recettes du FNR se chiffrent en fin décembre 2021 à **133,329 milliards FCFA**, dont **17,034 milliards FCFA** générés par le régime complémentaire.

Les dépenses du FNR se chiffrent à **106,541 milliards FCFA**, dont des allocations du régime complémentaire de **0,889 milliard FCFA**.

Le rapport démographique (nombre cotisants sur nombre d'allocataires) en fin décembre 2021 est de 1,8 contre 1,7 un an auparavant.

Tableau 5 : Situation d'exécution du FNR à la fin du quatrième trimestre 2021 (en milliards FCFA)

Recettes (en milliards F CFA)	LF	T4_2020	T4_2021	Ecart n/n-1
	111,75	120,798	133,329	12,531
dont régime complémentaire		15,552	17,034	1,482
Nombre de cotisants		118 034	124 657	6 623
Dépenses (en milliards F CFA)	111,75	102,594	106,541	3,947
dont régime complémentaire			0,889	
Nombre Allocataires		69 954	68 561	-1393
Solde du FNR	0	18,204	26,788	8,584

Source : DP/DGB/IMFB

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DU SECTEUR PARAPUBLIC

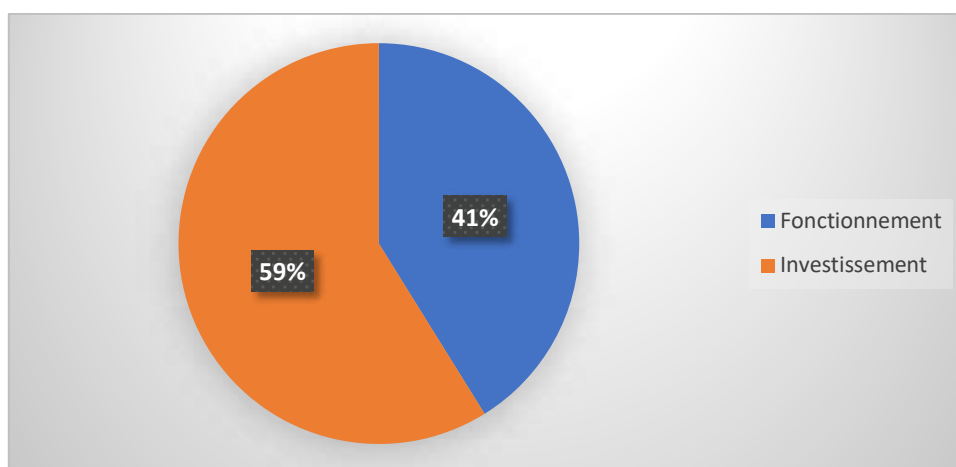
La situation d'exécution budgétaire du secteur parapublic au quatrième trimestre 2021 porte sur 99 organismes publics autonomes. Il s'agit de :

- 33 agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- 23 établissements publics de santé (EPS) ;
- 18 établissements d'enseignement supérieur publics (EESP) et centres des œuvres universitaires ;
- 25 autres organismes publics (6 EPIC, 2 EPST, 2 EPP, 12 ARD, 1 EPCS, CESE et CENA)

1. Situation des budgets prévisionnels

Les entités suivies au quatrième trimestre cumulent, au titre de l'exercice 2021, un budget prévisionnel de 1643,494 milliards FCFA, qui comprend des crédits de fonctionnement pour un montant de 676,310 milliards FCFA (41% du budget) et d'investissement pour 967,184 milliards (59% du budget).

Figure 15 : Structure par nature du budget prévisionnel des entités suivies au quatrième trimestre 2021



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les ressources de ces entités comprennent :

- **les transferts attendus de l'État pour (556,531 milliards FCFA, soit 33,9% des prévisions globales de recettes.** Ils se décomposent en transferts courants de 255,503 milliards FCFA (37,8% des recettes de fonctionnement) et en transferts en capital de 301,028 milliards FCFA (31,1% des recettes d'investissement) ;
- **les contributions des partenaires techniques et financiers (PTF) pour 428,863 milliards FCFA, soit 26,1% des prévisions de recettes totales ;**
- **les ressources propres pour 532,231 milliards FCFA, soit 34,3% des prévisions totales.**

Les prévisions de dépenses de personnel sont évaluées à 199,579 milliards FCFA. Elles représentent 29,5% du budget de fonctionnement et 12,1 % du budget total.

2. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées au 31 décembre 2021 s'élèvent à 1136,716 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 69,2% des prévisions. Les transferts de l'Etat sont mobilisés à hauteur de 439,771 milliards FCFA, soit 79,0 % des transferts prévus. Les transferts mobilisés sont constitués pour 231,887 milliards FCFA de transferts courants et pour 207,885 milliards FCFA de transferts en capital, soit des taux d'exécution respectifs de 90,76% et 69,06%.

Le taux d'exécution des dépenses du budget s'établit à 64,6%, soit un montant de 1061,076 milliards FCFA. Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur 524,322 milliards FCFA et celles d'investissement à 536,754 milliards FCFA, soit des taux d'exécution respectifs de 77,5 % et 55,5% des prévisions.

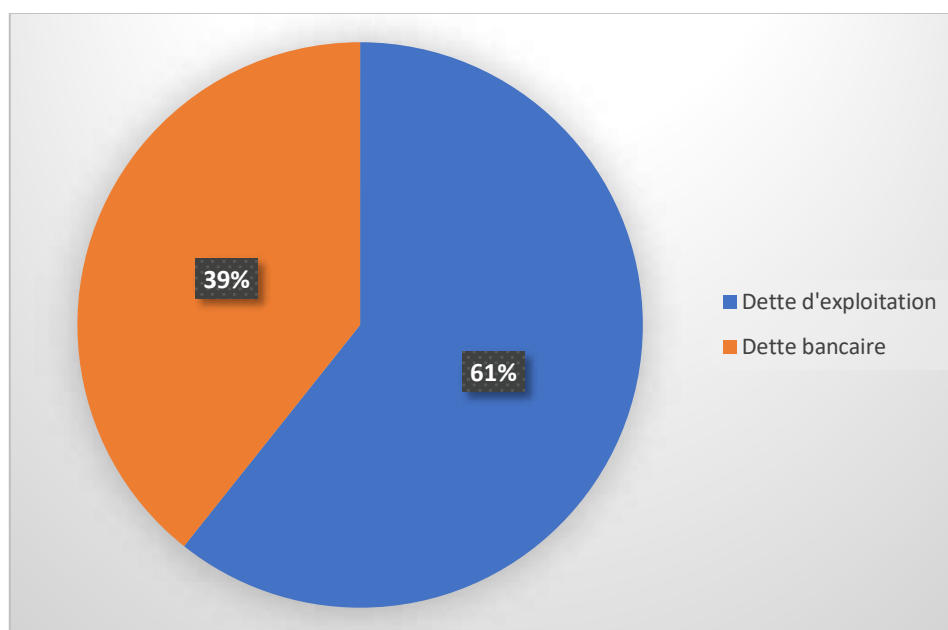
Les dépenses de personnel sont exécutées à hauteur de 183,158 milliards FCFA, soit 91,8% des prévisions.

3. Situation de la dette

La dette des entités suivies au quatrième trimestre s'élève à **400,424 milliards FCFA** et se décompose ainsi qu'il suit :

- dette d'exploitation de 243,65 milliards FCFA (61% de la dette);
- dette bancaire constituée d'emprunts et de découverts de 157,359 milliards FCFA (39% de la dette).

Figure 16 : Structure de la dette des entités suivies à la fin du quatrième trimestre 2021

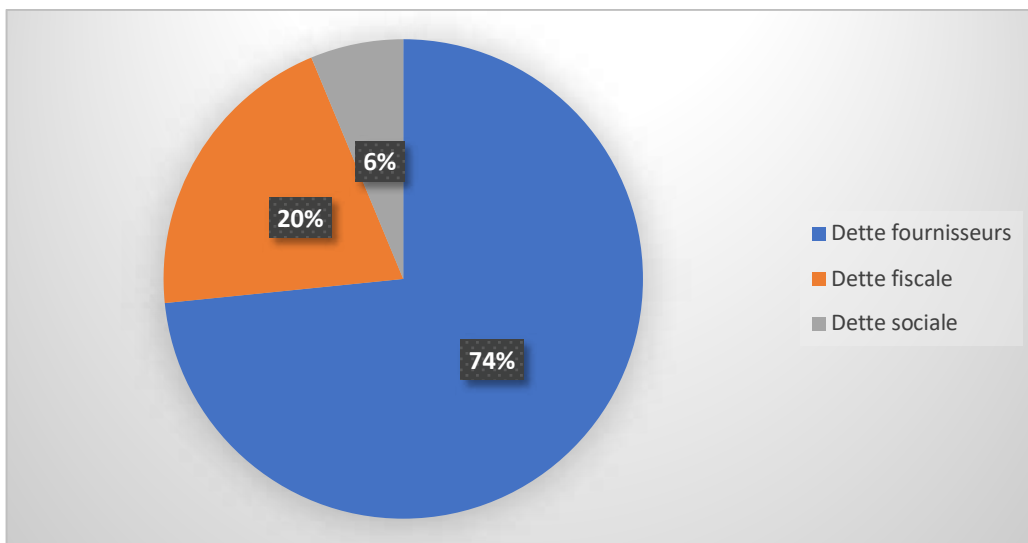


Source : DSP/DGCPT/MFB

La dette d'exploitation de ces structures se décompose ainsi qu'il suit :

- dette fournisseurs de 168,980 milliards FCFA ;
- dette fiscale de 56,185 milliards FCFA ;
- dette sociale de 17,899 milliards FCFA.

Figure 17 : Structure de la dette d'exploitation des entités suivies au quatrième trimestre 2021



Source : DSP/DGCPT/MF

ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes du budget général à fin décembre 2021 (en FCFA)

Nature de la recette	T4_2020	T4_2021
A1 RECETTES	2 842 587 060 539	2 942 555 273 419
A11 Recettes fiscales	2 368 841 599 786	2 583 566 363 701
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	717 193 155 959	771 477 928 769
A1111 A la charge des personnes physiques	354 323 124 776	424 106 252 498
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	353 879 266 940	340 457 858 032
A1113 Non ventilables	8 990 764 243	6 913 818 239
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	7 996 357 377	33 062 512 137
A113 Impôts sur le patrimoine	42 205 701 010	55 474 567 048
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	6 620 267 330	6 019 642 796
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	35 585 433 680	49 454 924 252
A114 Impôts sur les biens et services	1 221 500 267 176	1 283 476 868 984
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	821 890 518 721	933 834 007 980
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	798 689 117 138	913 500 845 487
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	-	-
A1142 Accises	243 073 685 161	242 475 828 219
A1144 Taxes sur des services déterminés	-	-
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	77 212 217 340	35 216 072 823
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	12 738 423 637	12 377 130 477
A11452 Autres	68 136 708 147	35 216 072 823
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	345 238 415 745	392 610 000 000
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	345 238 415 745	392 610 000 000
A1152 Taxes à l'exportation	-	-
A116 Autres recettes fiscales	34 707 702 519	47 464 486 764
A13 Dons	324 523 227 075	104 258 898 786
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	315 954 960 305	104 258 898 786
A1311 Courants	186 142 914 081	17 102 475 961
A1312 En capital	129 812 046 224	87 156 422 825
A132 Reçus d'organisations internationales	8 568 266 770	-
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-
A14 Autres recettes	149 222 233 678	254 730 010 932
A141 Revenu de la propriété	108 277 280 012	217 234 191 940
A1411 Intérêts	1 048 217 858	810 253 834
A1412 Dividendes	46 041 655 291	129 338 995 798
A1415 Loyers	61 187 406 863	87 084 942 308
A142 Ventes de biens et services	11 134 590 589	13 613 245 072
A1422 Droits administratifs	11 098 787 979	13 609 718 637
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	35 802 610	3 526 435
A143 Amendes, pénalités et confiscation	-	-
A145 Recettes diverses non identifiées	29 810 363 077	23 882 573 920

Source : DEES/DGCPT/MFB

Annexe 2 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par ministère ou institution, par programme ou dotation et par catégorie de dépense au 31 décembre 2021

le tableau est disponible sur <https://budget.sec.gouv.sn>

Source : DEES/DGCPT/MFB

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par ministère ou institution selon la fonction au 31 décembre 2021 (en milliards FCFA)

Section/Fonction	Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale	Total
Présidence de la République	50,42	0,72	0,00	10,92	0,00	0,30	0,00	2,25	0,00	0,15	64,77
Assemblée Nationale	19,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,25
Conseil Economique Social et Environnemental	7,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,14
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,75
Cour Suprême	0,00	0,00	1,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,05
Cour des Comptes	0,00	0,00	6,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,06
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	9,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,40
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	12,21	0,00	0,00	1,62	0,00	0,00	1,94	0,00	1,48	0,60	17,86
Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	17,17	0,00	0,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,00	0,55	18,58
Ministère des Forces Armées	0,00	78,16	42,26	0,00	0,00	0,76	7,41	0,00	0,83	0,82	130,23
Ministère de l'Intérieur	12,33	0,00	51,47	0,00	0,00	0,00	0,02	0,29	0,80	0,03	64,94
Ministère de la Justice	0,28	0,00	43,97	0,01	0,00	0,00	0,04	0,00	1,22	1,89	47,41
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,00	0,00	0,03	3,09
Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les institutions	0,00	0,00	0,00	3,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,28	3,65
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0,00	0,00	0,08	18,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	18,90
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	0,00	0,00	0,00	110,94	0,00	0,65	0,00	0,00	0,00	0,01	111,6
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	0,00	0,00	0,00	91,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00	92,07
Ministère des Finances et du Budget	233,64	0,00	0,00	2,53	0,00	4,68	0,00	0,00	0,00	0,21	241,05
Ministère du Pétrole et des Energies	0,00	0,00	0,00	65,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	65,34
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0,00	0,00	0,00	10,14	0,00	1,18	0,00	0,00	0,00	0,01	11,33
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0,00	0,00	2,05	0,00	33,44	31,20	0,00	0,07	0,00	0,02	66,77
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0,00	0,00	0,00	6,95	0,00	0,00	0,05	0,00	0,01	0,01	7,03
Ministère du Tourisme et des transports aériens	0,00	0,00	0,00	23,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	23,46
Ministère de l'Education Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,01	78,92	0,00	79,00
Ministère des Sports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,57	0,04	0,01	14,62
Ministère de la Culture et de la Communication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,12	0,18	0,01	25,31
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82,44	0,00	2,00	1,51	85,94
Ministère de la Jeunesse	0,03	0,00	0,00	7,97	0,00	0,00	0,06	3,59	0,00	0,02	11,67

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par ministère ou institution selon la fonction au 31 décembre 2021 (en milliards FCFA)

Section/Fonction	Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale	Total
Ministère de l'Environnement et du développement durable	0,00	0,00	0,00	8,24	6,57	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	14,82
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,29	6,31	8,61
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	0,00	0,00	0,00	7,59	0,00	0,00	0,00	0,00	7,73	0,01	15,32
Charges non Réparties	229,82	0,00	0,00	52,17	0,00	2,43	0,00	1,00	0,00	1,02	286,45
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	21,19	0,00	0,00	4,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,51
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0,00	0,00	0,00	11,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,01	11,80
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0,00	0,00	0,00	12,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,45	12,55
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0,00	0,00	0,00	3,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	3,37
Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	53,37	0,00	0,00	2,48	0,00	2,70	0,00	0,00	0,00	0,01	58,56
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,63	18,66	22,04	0,00	0,00	0,00	0,00	41,33
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	0,00	0,00	0,00	3,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,16
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0,00	0,00	0,00	1,95	0,00	0,00	0,00	0,00	254,61	0,01	256,57
Ministère des Mines et de la Géologie	0,00	0,00	0,00	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	3,40
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	0,00	0,00	0,00	11,84	0,00	8,43	0,00	0,00	0,02	58,85	79,14
Total	669,17	78,88	147,95	476,84	58,66	74,37	92,16	47,49	350,48	72,86	2068,87

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement sur ressources intérieures (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartis par fonction selon la catégorie de dépenses au 31 décembre 2021 (en milliards F CFA)

	3 Dépenses d'acquisition de biens et services	4 Dépenses de transferts courants	5 Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	6 Dépenses de transferts en capital	Total
01 Services généraux des administrations publiques	214,06	242,96	16,47	195,68	669,17
02 Défense	37,87	1,03	11,35	28,62	78,88
03 Ordre et sécurité publics	38,46	28,75	17,30	63,44	147,95
04 Affaires économiques	10,74	208,10	19,16	238,85	476,84
05 Protection de l'environnement	3,32	20,47	11,92	22,95	58,66
06 Logements et équipements collectifs	1,87	27,31	6,31	38,88	74,37
07 Santé	15,92	46,65	4,37	25,22	92,16
08 Loisirs, culture et culte	9,20	23,44	9,75	5,10	47,49
09 Enseignement	69,61	233,00	26,98	20,88	350,48
10 Protection sociale	3,58	25,36	4,32	39,59	72,86
Total	404,63	857,07	127,95	679,21	2068,87



Direction générale du Budget

www.budget.gouv.sn